

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

09/07/2015

Les migrants expulsés se tournent vers les collines du Maroc

#Migrants

Les migrants expulsés des appartements qu'ils occupaient illégalement près de Tanger cherchent refuge dans les collines voisines et dans une cathédrale afin de rester à proximité de l'Europe

Des migrants ayant trouvé refuge sur une colline proche du quartier de Boukhalef, à la périphérie de Tanger (MEE/Rik Goverde)

Rik Goverde

07 juillet 2015

Maroc, migrants, Afrique sub-saharienne, Tanger

Show commentaire(s)

TANGER, Maroc – Une fois de plus, les migrants au Maroc sont en cavale, sans savoir où aller. La semaine dernière, des centaines de migrants ont été expulsés des appartements qu'ils occupaient illégalement dans le quartier de Boukhalef, à la périphérie de Tanger. Des femmes enceintes, des enfants et des hommes ont été chassés des maisons où ils vivaient, leurs effets personnels étant parfois jetés par les fenêtres.

Plusieurs centaines d'entre eux ont fui vers les collines voisines ou ont trouvé refuge dans la cour de la cathédrale de Tanger, à proximité de la médina, où ils vivent depuis.

Alex, un réfugié de 38 ans originaire du Cameroun, n'avait pas mangé depuis deux ou trois jours lorsque Middle East Eye l'a interrogé. Avec cinq autres personnes, il se cache dans un petit buisson au bout d'un chemin rocailleux et escarpé, à vingt minutes de marche de la route principale. Des couvertures et des sacs sont étalés sur le sol : c'est tout ce qu'il leur reste.

Au cours des derniers jours, ils ont survécu grâce à leurs bouteilles d'eau en plastique de cinq litres qu'ils remplissent dans un petit cours d'eau à proximité.

« Nous vivons comme des animaux. Il n'y a aucune solution. Nous avons été expulsés de l'appartement en début de semaine dernière, a raconté Alex. Jusqu'à vendredi, nous étions dans un camp en forêt, mais l'armée est arrivée et nous a chassés. Ils ont pris nos matelas et d'autres affaires dans deux gros camions. Nous avons couru avec ce que nous pouvions emporter, et nous restons maintenant dans les collines, en petits groupes. »

Les tensions s'étaient installées depuis un certain temps à Boukhalef, un quartier populaire à la périphérie de la ville côtière de Tanger, au nord du pays. Les migrants y vivent ensemble dans des petits appartements au milieu d'une communauté marocaine. En général, les maisons appartiennent à des Marocains vivant à l'étranger. Certains migrants ont payé un loyer à des personnes se présentant comme des propriétaires, tandis que d'autres sont tout simplement entrés dans les maisons et ont pris possession des lieux.

Olivia et son fils Ezekiel, âgé d'à peine quelques mois, se réfugient dans la cour de la cathédrale de Tanger (MEE/Rik Goverde)

Au cours des dernières semaines, cependant, les habitants ont menacé les migrants de les forcer à quitter les maisons. Dans d'autres cas, les vrais propriétaires ont refait surface et ont retrouvé leur maison pillée.

« Avec deux sœurs et leurs bébés, nous avons loué un appartement pour 1 500 dirhams par mois », a expliqué à MEE Liliane Kia, une Malienne de 41 ans. Assise dans la cour sur un rebord en ciment à l'ombre de la cathédrale de Tanger, elle raconte : « Nous n'avons pas signé de contrat, mais le Marocain nous a dit : "C'est ma maison et je n'en ai pas besoin, donc vous pouvez la louer." Nous l'avons cru. »

Il s'est avéré que ce n'était pas sa maison, a raconté Kia. « Quinze voyous avec des couteaux sont arrivés et nous ont dit de partir. C'était la semaine dernière, au beau milieu de la nuit. J'espère que nous pourrions rester à l'église pendant quelques jours en attendant que les choses se calment. »

Évacués vers d'autres villes

Juste avant le départ de Kia et de ses colocataires, les autorités marocaines avaient donné un ultimatum. Les migrants ont reçu l'ordre d'évacuer les appartements sous 24 heures. Dans la matinée du 1er juillet, la police a encerclé la zone et a commencé les expulsions dans au moins quatre-vingt-cinq appartements. Beaucoup de migrants ont été transportés en autobus vers des villes lointaines comme Marrakech, Agadir et même Dakhla, au Sahara occidental, pour les décourager d'essayer de se rendre en Europe. D'autres ont fui vers les collines ou à Tanger.

Au moins un migrant a perdu la vie après être tombé d'un bâtiment de quatre étages, alors qu'il était pourchassé par des habitants, affirment ses amis. L'un d'entre eux a fait voir à MEE une vidéo montrant la victime à l'hôpital, se tordant de douleur. Dans la vidéo, un policier procède à un contrôle et repart.

« Personne n'est venu pendant deux heures, puis il a succombé à ses blessures », a déclaré son ami, qui a souhaité rester anonyme.

Henriette, enceinte de neuf mois, se repose près de la porte de la cathédrale de Tanger (MEE/Rik Goverde)

« Nous avons très peur et nous ne savons vraiment pas où aller », a confié Kia. Elle est arrivée au Maroc il y a quatre mois en provenance de Gao, sa ville natale où elle tenait un petit restaurant. Le voyage de quatre semaines pour rallier le Maroc par le Niger et l'Algérie lui a coûté près de 3 000 euros. « Nous ne pouvons pas rester dans des hôtels. C'est trop cher, et les hôtels n'ont pas le droit d'accepter des sans-papiers. Donc nous restons à l'église pour le moment. Nous espérons que la police n'entrera pas ici. »

À la fin de la semaine dernière, au moins 200 personnes étaient rassemblées dans la cour de la cathédrale. Parmi eux, des femmes enceintes et des enfants âgés d'à peine plus de quelques mois.

Henriette, une jeune femme qui se reposait sur les marches de la cathédrale, a expliqué à MEE qu'elle payait un loyer de 1 000 dirhams (environ 93 euros). La semaine dernière, son voisin de l'étage inférieur est arrivé au milieu de la nuit et l'a chassée. Elle est enceinte de plus de neuf mois et peut donner naissance à tout moment. « J'ai dit à l'homme : "Mais je vais bientôt accoucher." Il s'en est moqué. Je reste à l'église depuis. Les vêtements que je porte sont tout ce qu'il me reste. »

Contacté par MEE par téléphone et par e-mail, le gouverneur de Tanger s'est refusé à tout commentaire. Le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) n'a pas répondu non plus.

Des migrants trouvant refuge près de la cour de la cathédrale de Tanger (MEE/Rik Goverde)

Le Maroc fait face aux migrations clandestines depuis des années. Aux abords des enclaves espagnoles de

Ceuta et Melilla, les migrants prennent d'assaut les barrières de sept mètres de haut depuis des forêts voisines. Depuis Tanger, ils essaient de traverser la mer et d'atteindre l'Espagne dans de petites embarcations ou sur des radeaux qu'ils fabriquent eux-mêmes.

Le royaume a essayé de trouver une solution sous les ordres du roi Mohamed VI. En 2014, environ 18 000 permis de séjour temporaire ont été octroyés à des étrangers. Avec ces permis, les migrants peuvent travailler et ont accès aux soins de santé et à l'éducation pour leurs enfants. Toutefois, de nombreux migrants ont encore du mal à trouver du travail.

Début février, les autorités ont commencé à arrêter les migrants n'ayant pas obtenu de papiers. Ils ont évacué le camp en forêt tristement célèbre situé sur les hauteurs de Gourougou, près de Nador. Des centaines d'occupants ont été emmenés dans des centres à travers le pays, où ils ont été détenus pendant plusieurs semaines. Quand ils ont essayé de retourner à Gourougou, le camp avait été une nouvelle fois évacué.

Alex faisait partie des migrants capturés à Gourougou. Il est arrivé au Maroc an provenance du Cameroun il y a environ huit mois, après un long voyage à travers le Niger et l'Algérie. Depuis Gourougou, il a essayé de s'attaquer aux barrières de Melilla à trois reprises, jusqu'à ce que le camp soit détruit en février. « On m'a emmené à Ouarzazate, dans le sud, et j'ai été détenu dans un centre avec une trentaine d'autres personnes pendant deux semaines. Puis ils nous ont laissés partir. Ils ne savent pas quoi faire de nous. »

Des migrants trouvant refuge près de la cour de la cathédrale de Tanger (MEE/Rik Goverde)

Alex a regagné le nord et a terminé à Boukhalef, où la même chose s'est produite. Chassés des appartements et des forêts par la police, les migrants sans permis de séjour n'ont nulle part où aller. En vérité, personne n'a la solution.

Le Père Siméon, désespéré, lève les bras au ciel sur les marches de la cathédrale. Environ deux cents migrants d'Afrique subsaharienne sont assis à l'ombre.

« Leur nombre a triplé depuis hier, a-t-il expliqué à MEE. Ils sont trop nombreux ; nous ne sommes pas équipés pour cela. Il n'y a pas assez de toilettes. La police nous a dit que les migrants devaient partir. Où ? Je ne le sais pas. Ils ne le savent pas. »

<http://www.middleeasteye.net/fr/>



نزلاء السجن المحلي بالعيون يستفيدون من حملة طبية متعددة التخصصات

استفاد نزلاء ونزيلات السجن المحلي بالعيون، مؤخرا، من حملة طبية متعددة التخصصات نظمتها اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون-السمارة، بشراكة مع المديرية الجهوية للصحة لجهة العيون بوجدور الساقية الحمراء، وجمعية أطباء جهة العيون بوجدور الساقية الحمراء. وأوضح بلاغ للجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون-السمارة أن هذه الحملة الطبية، التي استفاد منها 150 نزيلة ونزيلة بالسجن، تندرج في إطار تقريب الخدمات الطبية لهذه الفئة من المجتمع وضمان حقهم في العلاج والخدمات الصحية وذلك حماية للحقوق الإنسانية للسجناء، بما فيها الحق في الصحة، التي تنص عليها المواثيق الوطنية والدولية.

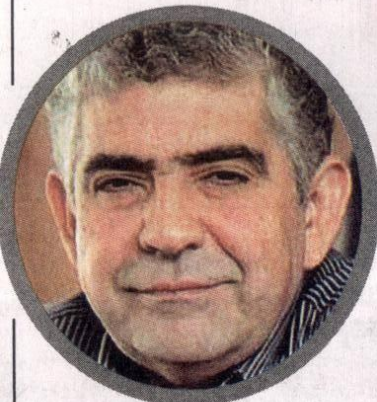
وأشار المصدر إلى أن اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان ستنظم، خلال الأسبوع المقبل، عملية إفطار رمضاني جماعي ولقاء تواصلي لفائدة نزلاء السجن المحلي بالعيون وذلك في إطار الرقي بروح التضامن مع السجناء والتحسيس بأهمية بناء جسور التواصل معهم والاهتمام بأوضاعهم.

2 / 11 / 05



اليزمي يثمن المصادقة على البروتوكولين المتعلقين بالقضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة

21/11/2015



اليزمي

باختصاص كل من اللجنة المعنية بالقضاء على التمييز ضد المرأة واللجنة المعنية بحقوق الإنسان في استلام ودراسة الشكايات، والبلاغات المقدمة من طرف الأفراد أو مجموعات الأفراد بموجب الولاية القضائية للدولة، والتي يدعون فيها أنهم ضحايا لانتهاك أي من الحقوق الواردة في اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة، وفي العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية.

وفي هذا الصدد، أفاد بلاغ للمجلس بأن انضمام المغرب لهذين البروتوكولين يعد تعبيراً عن التزام سيادي وطوعي للمغرب، معتبراً أن توطيد المنظومة الوطنية لحماية حقوق الإنسان سيتمكن من تقوية سبل الانتصاف على المستوى الوطني، في تكامل مع الوسيلة الجديدة المفتوحة بمقتضى البروتوكولين الاختياريين. وأضاف أن المغرب، بانضمامه لهذين البروتوكولين، سيقر

نوه المجلس الوطني لحقوق الإنسان بمصادقة مجلس النواب على كل من مشروع قانون رقم 12-125 بالموافقة على البروتوكول الاختياري لاتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة، ومشروع قانون رقم 12-126 بالموافقة على البروتوكول الاختياري للعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، بوصفها خطوة حاسمة على درب استكمال مسار الانضمام إلى هذين البروتوكولين.

الاسم وخبر



مجلس النواب يصادق على مشروع اتفاقية القضاء على التمييز ضد المرأة

والمغاربة المقيمين بالخارج في تصريح لـ «المساء» على أن انضمام المغرب لهذين البروتوكولين يشكل تعبيراً عن التزام سيادي وطوعي للمغرب، وقال إن توطيد المنظومة الوطنية لحماية حقوق الإنسان، سيتمكن من تقوية سبل الانتصاف على المستوى الوطني في تكامل مع الوسيلة الجديدة المفتوحة بمقتضى البروتوكولين الاختياريين.

وأشار المصدر ذاته، إلى «أن المغرب بانضمامه لهذين البروتوكولين، سيقرب باختصاص كل من اللجنة المعنية بالقضاء على التمييز ضد المرأة واللجنة المعنية بحقوق الإنسان، في استلام ودراسة الشكايات والبلاغات المقدمة من طرف الأفراد أو مجموعات الأفراد بموجب الولاية القضائية للدولة». وتصدر الإشارة إلى أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، كان قد وجه بتاريخ 27 مارس 2014 و 2 يونيو 2015 رسالتين إلى رئيس مجلس النواب من أجل التسريع بمسلسل المصادقة على مشروع القانون بالموافقة على البروتوكولين المذكورين.

الرباط - خالد فاتحي
صحافي متدرب

2014

صادق مجلس النواب، أول أمس الثلاثاء في جلسة عمومية، بالإجماع على مشروع قانون رقم 12-125 بالموافقة على البروتوكول الاختياري لاتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة، فضلا على التصديق على مشروع قانون رقم 12-126 بالموافقة على البروتوكول الاختياري للعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية.

وأوضح إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، «أن انضمام المغرب إلى البروتوكولين الاختياريين المذكورين، يشكل إعمالاً للالتزام متخذ في المجلس الوزاري لـ 9 سبتمبر 2011. مشيراً إلى أنه قد تم تأكيد هذا الالتزام في المذكرة الشفوية الموجهة إلى الأمين العام للأمم المتحدة من طرف البعثة الدائمة للمملكة المغربية لدى الأمم المتحدة.

في مقابل ذلك، أكد مصدر برلماني، من لجنة الخارجية والدفاع الوطني والشؤون الإسلامية



وأضاف المجلس أن الاعتراف باختصاص اللجنتين سالفتي الذكر في استلام ودراسة الشكايات والبلاغات المقدمة إليهما بشكل امتدادا طبيعيا لتفاعل المغرب مع هذه اللجن، لافتنا بهذا الخصوص إلى أن المغرب وصل إلى الجولة السادسة من تقاريره الدورية أمام اللجنة المعنية بالقضاء على التمييز ضد المرأة واللجنة المعنية بحقوق الإنسان.

ودعا المجلس الوطني لحقوق الإنسان إلى ضرورة الاستكمال في أقرب الأجل، لنظام وطني لحماية حقوق المرأة، من خلال المصادقة على مشروع قانون مكافحة العنف ضد المرأة ومشروع القانون المتعلق بالهيئة المكلفة بالمناصرة ومحاربة جميع أشكال التمييز. واعتبر أن مسلسل مراجعة التشريع الجنائي يشكل فرصة لتعزيز وسائل انتصاف النساء ضحايا انتهاك حقوقهن المكرسة من طرف الدستور و اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة.

وأوضح المجلس في بلاغ له أن الانضمام إلى البروتوكولين الاختباريين المذكورين يشكل عمالا لالتزام متخذ في المجلس الوزاري ل 9 سبتمبر 2011، مضيفا أنه تم تأكيد هذا الالتزام في مذكرة شفوية بتاريخ 6 مايو 2013 موجهة إلى الأمين العام للأمم المتحدة من طرف البعثة الدائمة للمملكة المغربية لدى الأمم المتحدة. وأشار البلاغ إلى أن المغرب يصبح بذلك البلد 107 الطرف في البروتوكول الاختياري لاتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة و الدولة 116 الطرف في البروتوكول الاختياري للتعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية.

تنويه حقوقي بالمصادقة على بروتوكولي «سيداو» والعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية

بيان اليوم

نوه المجلس الوطني لحقوق الإنسان بمصادقة مجلس النواب على كل من مشروع قانون رقم 125-12 بالموافقة على البروتوكول الاختياري لاتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة ومشروع قانون رقم 126-12 بالموافقة على البروتوكول الاختياري للتعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، بوصفها خطوة حاسمة على درب استكمال مسار الانضمام إلى هذين البروتوكولين.

وفي هذا الصدد، أفاد بلاغ للمجلس بأن انضمام المغرب لهذين البروتوكولين يعد تعبيراً عن التزام سيادي وطوعي للمغرب، معتبرا أن توطيد المنظومة الوطنية لحماية حقوق الإنسان سيمكن من تقوية سبل الانتصاف على المستوى الوطني في تكامل مع الوسيلة الجديدة المفتوحة بمقتضى البروتوكولين الاختباريين.

وأضاف أن المغرب، بانضمامه لهذين البروتوكولين، سبق باختصاص كل من اللجنة المعنية بالقضاء على التمييز ضد المرأة واللجنة المعنية بحقوق الإنسان في استلام ودراسة الشكايات والبلاغات المقدمة من طرف الأفراد أو مجموعات الأفراد بموجب الولاية القضائية للدولة، والتي يدعون فيها أنهم ضحايا لانتهاك أي من الحقوق الواردة في اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة وفي العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية.

وذكر البلاغ بأن هاتين اللجنتين لا تنظران في الشكايات المقدمة إلا بعد التأكد من استيفاء جميع طرق الطعن الداخلية، ما لم يطل أمد تطبيق هذه الإجراءات بصورة غير معقولة أو عندما يكون من غير المحتمل أن تحقق إنصافا فعالا. كما أن دراسة أي شكاية يتم وفقا لمساطر منشورة و بالتفاعل مع كل من الدولة والمشتكين.

7571/1



3423/9

العيون

حملة طبية متعددة التخصصات لفائدة نزلاء السجن المحلي

في إطار الرقي بروح التضامن مع السجناء والتحسيس بأهمية بناء جسور التواصل معهم والاهتمام بأوضاعهم. وأضاف أن هذه العملية الخيرية، التي سيشترك فيها أعضاء اللجنة وعدد من شركائها من ممثلي المؤسسات العمومية والمجتمع المدني المحلي ونزلاء السجن وذويهم، تهدف إلى تجسيد مبادئ وقيم حقوق الإنسان لاسيما عدم التمييز وصون كرامة الإنسان والرقي بمبادئ المساواة وحفظ الكرامة الإنسانية.

طب الجلد و 12 شخصا من الطب العام و 6 أشخاص من مرضى السكري و 6 أشخاص في طب الأشعة، وكذا إجراء تحاليل طبية لفائدة 150 نزيلة ونزيلة تتعلق بكشف داء السكري، فضلا عن تزويدهم بكميات من الأدوية اللازمة بالمجان.

وأشار المصدر إلى أن اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان ستتنظم، خلال الأسبوع المقبل، عملية إفطار رمضاني جماعي ولقاء تواصلية لفائدة نزلاء السجن المحلي بالعيون وذلك

في إطار تقريب الخدمات الطبية لهذه الفئة من المجتمع وضمان حقهم في العلاج والخدمات الصحية وإلزام حماية للحقوق الإنسانية للسجناء، بما فيها الحق في الصحة، التي تنص عليها المواثيق الوطنية والدولية.

وأضاف المصدر أن هذه الحملة، التي شارك فيها 17 من الأطباء والمرضى، استفاد منها 6 أشخاص في طب القلب والشرابين و15 شخصا في طب الأنف والأذن والحنجرة و 12 في طب النساء والتوليد و 16 شخصا في

استفاد نزلاء ونزيلات السجن المحلي بالعيون، مؤخرا، من حملة طبية متعددة التخصصات نظمتها اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون-السمارة، بشراكة مع المديرية الجهوية للصحة لجهة العيون بوجود الساقية الحمراء، وجمعية أطباء جهة العيون بوجود الساقية الحمراء.

وأوضح بلاغ للجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون-السمارة أن هذه الحملة الطبية، التي استفاد منها 150 نزيلة ونزيلة بالسجن، تدرج



مجلس النواب يقر اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة

المجلس الوطني لحقوق الإنسان
يتمن الخطوة ويبرز أبعادها

عزيزة الفرفاوي ٩١٢٤٦٣

أشكال التمييز. وأكد المجلس أن مسلسل مراجعة التشريع الجنائي يشكل فرصة لتعزيز وسائل انتصاف النساء ضحايا انتهاك حقوقهن المكتسبة من طرف الدستور واتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة.

بمقتضى البروتوكولين الاختياريين. ونكر المجلس بضرورة استكمال نظام وطني لحماية حقوق المرأة في أقرب الأجل، من خلال المصادقة على مشروع قانون مكافحة العنف ضد المرأة ومشروع القانون المتعلق بالهبة المكلفة بالمناصفة ومحاربة جمع

واعتبر المجلس أن انضمام المغرب لهذين البروتوكولين يعتبر تعبيراً عن التزام سيادي وطوعي للمغرب، ذلك أن توطيد المنظومة الوطنية لحماية حقوق الإنسان، سيمكن من تقوية سبل الانتصاف على المستوى الوطني في تكامل مع الوسيلة الجديدة المفتوحة

وبراسة الشكايات والبلاغات المقدمة إليهما بشكل امتدادا طبيعيا لتفاعل المغرب مع هذه اللجن، مشيرا إلى أن المغرب وصل إلى الجولة السادسة من تقاريره الدورية أمام اللجنة المعنية بالقضاء على التمييز ضد المرأة واللجنة المعنية بحقوق الإنسان.

صانق مجلس النواب، أول أمس الثلاثاء، على مشروع قانون رقم 125-12 بالموافقة على البروتوكول الاختياري لاتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة ومشروع قانون رقم 126-12 بالموافقة على البروتوكول الاختياري للعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية. وتمن المجلس الوطني لحقوق الإنسان هذه الخطوة الحاسمة على درب استكمال مسار الانضمام إلى هذين البروتوكولين.

وأبرز المجلس أن الانضمام إلى البروتوكولين الاختياريين المذكورين يشكل إعمالا لالتزام متخذ في المجلس الوزاري يوم 9 شتنبر 2011، وتأكيد هذا الالتزام في المذكرة الشفوية المؤرخة بتاريخ 6 ماي 2013، الموجهة إلى الأمين العام للأمم المتحدة من طرف البعثة الدائمة للمغرب لدى الأمم المتحدة.

وأشار بلاغ المجلس، توصلت المغربية بنسخة منه، إلى أن المجلس كان وجه رسالتين إلى رئيس مجلس النواب من أجل التسريع بمسلسل المصادقة على مشروع القانون بالموافقة على البروتوكولين المذكورين. وأضاف البلاغ أن عمل المجلس في هذا المجال يندرج في إطار أعمال المادة 17 من الظهير المحدث للمجلس التي تنص على أن المجلس يعمل على تشجيع مصادقة المملكة على المعاهدات الدولية والإقليمية المتعلقة بحقوق الإنسان والقانون الدولي الإنساني أو الانضمام إليهما.

وأبرز البلاغ أنه، بعد استكمال مسلسل الانضمام، فإن المغرب سيكون الدولة 107 الطرف في البروتوكول الاختياري لاتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة، والدولة 116 الطرف في البروتوكول الاختياري للعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية. وبانضمامه لهذين البروتوكولين، حسب البلاغ، سيقرب المغرب باختصاص كل من اللجنة المعنية بالقضاء على التمييز ضد المرأة واللجنة المعنية بحقوق الإنسان في استلام ودراسة الشكايات والبلاغات المقدمة من طرف الأفراد أو مجموعات الأفراد بموجب الولاية القضائية للدولة، التي يدعون فيها أنهم ضحايا لانتهاك أي من الحقوق الواردة في اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة وفي العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية. وأوضح البلاغ أن هاتين اللجنتين لا تنظران في الشكايات المقدمة إلا بعد التأكد من استيفاء جميع طرق الطعن الداخلية، اللهم إذا طال امد تطبيق هذه الإجراءات بصورة غير معقولة أو عندما يكون من غير المحتمل أن تحقق إنصافا فعلا. كما أن دراسة أي شكاية يتم وفقا لمساطر منشورة وبالتفاعل مع كل من الدولة والمشتكين.

وأضاف أن الاعتراف باختصاص اللجنتين المذكورتين في استلام



إلى المجلس الوطني لحقوق الإنسان: أين حق العربية في الوجود؟

د. فؤاد بوعلي

1001

يستعد المجلس الوطني لحقوق الإنسان لإصدار مذكرة خاصة بتفعيل مقتضيات الفصل الخامس من الدستور المغربي المتعلق بالأسئلة اللغوية. وفي هذا الإطار وتنفيذا للمقاربة التشاركية التي اعتمدها في إعداد مذكراته المختلفة وتقاريره الموضوعية نظم يوم الثلاثاء 30 يونيو 2015 لقاء مناقشة حول تفعيل مقتضيات الفصل الخامس من الدستور في أفق إعداد مذكرة خاصة بالموضوع اللغوي. وكما جاء في تقديم السيد رئيس المجلس فإن الغرض من اللقاء هو الاستماع إلى آراء مؤسسات ومنظمات المجتمع المدني. وقد وجهت الدعوة إلى العديد من الفعاليات المهمة بالشأن الأمازيغي للإنصات لمقترحاتها وتصوراتها في الشق المتعلق بإجراة ترسيم الأمازيغية والمجلس الوطني للغات والثقافة المغربية. وإن كنا نعتبر أن المبادرة تستحق التأييد، فإنها مناسبة لساعة المجلس، رئيسا وأعضاء، عن حق اللغة العربية في الوجود؛

والم يحث الوقت لتغيير رؤية المجلس والمنظمات الحقوقية، خاصة بعد دستور 2011، لقضية الحقوق اللغوية والثقافية من خلال مساهلة وضع اللغة العربية؛ المس الوقت وقت تفكير شامل مؤسس على منطلق الوحدة بدل ترسيخ الكاثونيات المقلقة؛

لا بد في البداية أن نسجل أن المجلس سواء في صيغته الأولى أو المعدلة، في تقاريره وأنشطته، يتجاهل الاهتمام بالعربية باعتبارها لغة رسمية وحيدة للدولة قبل التعديل الدستوري الأخير ولغة رسمية أولى في الدستور الجديد. ويكفي الإطلاع على خطة العمل الوطنية في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان 2011 - 2016 حيث نجد الإشارة إلى النهوض بمكونات الثقافة الوطنية من منظور حقوق الإنسان، دون الإشارة إلى كون رئيس عاني ويعاني ليعود من هجمة كولونiale ما زالت آثارها باقية بل أخذت الآن صورا أكثر شراسة. لكن المجلس يتعامل مع العربية، على غرار بعض المنظمات الحقوقية، على أنها لغة يمكن لها في الإدارة والمؤسسات الرسمية وأنها لغة الهيمنة والسيطرة وهو ما يخالف الواقع يشهدها الدارسين (انظر: بوكوس 2013، رحمة بورقية 2010). لذا لا بد من بعض الإشارات التوضيحية التي تبرز خطأ هذا المسار:

— نص الفصل الخامس من الدستور الجديد بأن: "تظل العربية اللغة الرسمية للدولة وتعمل الدولة على حمايتها وتطويرها، وتنمية استعمالها". والمعنى الظاهر في النص الدستوري أن واجب الدولة حماية اللغة العربية وتطويرها وتنمية استعمالها، مما يشكل إشارة إلى دور السلطة ومؤسساتها في النهوض بالعربية كمكون أساس من مكونات الهوية الوطنية. وإذا كان تاريخ الدولة المغربية منذ الاستقلال يشهد أن الدولة قد تخلت عن دورها في النهوض باللغة العربية وأجراة رسميتها في أيام كانت اللغة الرسمية الوحيدة، فإن الأمل في تغيير هذا السلوك، الذي صاحب دستور 2011، بدأ يتلاشى مع الحروب التي تشن في التعليم والإدارة والإعلام والشأن العام على العربية، في غياب مطلق لمجلس إلى على نفسه الدفاع عن حقوق المواطنين اللغوية والثقافية. والأملنة كثيرة في هذا المجال.

— ما معنى اللغة الرسمية: إذا كان الدستور هو الوثيقة الأساسية لتنظيم الدولة وضبط المقومات الأساسية للمجتمع في علاقته بالمؤسسات، فإن تقنين اللغة يتم عن الشرعية الدستورية التي تحكم استخدام اللغة. ويقصد عادة باللغة الرسمية تلك اللغة التي يشير إليها الدستور، وتنظمها القوانين داخل دولة أو ولاية أو إمارة أو منظمة كيفما كان نوعها، وتفرض في جميع المجالات

الرسمية للدولة من قبل مؤسسات الحكومة والإدارات والشأن العام، كما تستعملها المؤسسات الخاصة التي تتعامل مع الجمهور بطريقة مباشرة أو غير مباشرة. ويرتبط عن التأكيد على رسمية اللغة مجموعة من النتائج منها التزام الدولة باستعمالها في مختلف مستوياتها وإدارتها التزامات وواجبات. وحسب إعلان برشلونة ينتج عن ترسيم اللغة مجموعة مستوياتها وتطبيقاتها في مجموعة من الميادين: إصدار الجريدة الرسمية باللغة الرسمية والتخاطب في كافة المؤسسات الدستورية، الاعتراف بالوثائق الرسمية المكتوبة فقط باللغة العربية... أي تطبيقها في المجال العام وليس في المجال الخاص. فهل نحتاج إلى التذكير بأن قوانين استعمال العربية مازالت قابعة في رفوف الإدارات والمؤسسات، ومشروع أكاديمية اللغة العربية مازال حبرا على ورق، والحرب المعلقة على الحرف العربي في الشارع مازال أوارها متقددا، وحرب الإعلام مستمرة، وتقرير المجلس الأعلى للتعليم قد شرعن الفرنسية... فإن حق العربية با أصحاب الحقوق؟

— في الدعوة التي وجهها المجلس للمؤسسات والجمعيات نص على أن المناقشة ستتناول الحديث عن "المجلس الوطني للغات والثقافة المغربية"، باعتباره مؤسسة دستورية حدد الدستور الجديد وظيفتها الأساسية قبل

صدور القانون التنظيمي الضابط لصلاحياته في: "حماية وتنمية اللغات العربية والأمازيغية، ومختلف التعبيرات الثقافية المغربية، تراثا وإبداعا أصيلا". والأكيد أنها ليست المرة الأولى التي تطرح فيها مثل هذه الهمة العليا لضبط السوق اللغوية خاصة بعد احتدام النقاش حول وظائف اللغات الوطنية ودور كل منها في مسار التنمية والمعرفة. فالفكرة جميلة إن قصد بها ضبط الفوضى اللغوية والصراعات الهويةية من أجل فتح حوار حقيقي وجدي وعلمي يروم التنسيق بين الكيانات اللسانية والتوزيع العادل لها بشكل يجنبنا التجاذب والصراع. والأجمل في ذلك هو وعي الدولة بضرورة تدخلها عبر إشراك الأكاديميين والمؤسسات المختصة. لكن في كل مرة يثار الحديث عن هذا المجلس يغيب صوت العربية وكأنها غير معنية بالنقاش أو كأنها أخذت حقوقها الدستورية والواقعية كاملة غير منقوصة. وإذا كنا نؤمن بأن الباب الذي فتحه الدستور الجديد يتلخص في المصالحة مع الذات الوطنية فإنه لحد الآن مازالت العربية تعاني من إجحاف تاريخي ومازالت الفرقتونية تعلن عليها الحرب في كل يوم. ويكفي أن نذكر المجلس الوطني لحقوق الإنسان أنه بجانب رواقه في المعرض الدولي للنشر والكتاب كان يوجد رواق المركز الثقافي الفرنسي الذي يعرض فيه بالعربية يوميا طيلة أيام المعرض

من خلال المشاركة في مساهمة التلهيج والمناقشة عن العامة. ليست العربية أولى بحقوقها في الوجود؟

— ما موقع مؤسسات العربية الرسمية والمدنية في أجهزة المجلس الوطني لحقوق الإنسان؟ نعرف أن هناك مقترحات تهب لتوطيق مؤسسات المجلس في زمن الدستور الجديد، لكننا مازلنا نسائل المجلس عن سر تغيب ممثلي العربية رسميا ومدنيا في أجهزته محليا ووطنيا. فإن كان من صلاحيات المجلس الاهتمام بالحقوق اللغوية والثقافية كمؤسسة وطنية تعنى بحقوق الإنسان فإن غياب أو تغيب المتحدثين باسم اللغة الرسمية والمغاربة الناطقين بالعربية يجعل كل مخرجاته ناقصة وغير قابلة للتطبيق والإجراة.

وجملة القول، إن بلورة نقاش فعلي حول الحقوق الثقافية واللغوية لا يمكن أن يكون خارج المبدأ المؤطر للنص الدستوري: الوحدة الوطنية. وكما قال رئيس المجلس: ذات يوم، إن الاهتمام بالحقوق الثقافية وتعريفها يفرض ثلاث فئات من الالتزام: الالتزام بالإحترام والالتزام بالاحترام والالتزام بالأداء الفعال للنهوض بها. وبما أن الأمازيغية رسيد لكل المغاربة فكذاك العربية، وحق اللغتين في الوجود لا يكون إلا في إطار سياسة مندمجة وليس بمنطق الجنبوها الهويةية. فالوطن ملك للجميع ولغاته كذلك.



مجلس النواب يقر بالإجماع البروتوكول الاختياري لاتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة

الأخت فوزية البيض باسم الفريق الدستوري؛ نسعى من خلال التصديق إلى الحد من كل السلوكات التمييزية التي قد تعط من كرامة النساء

2-10-05

الرباط - عبد الحق أبو يحيى



المبادئ. "وإن نحن نعمل اليوم، على تجسيد المساواة ليس فقط على مستوى الدستور والتشريعات، بل أيضا عبر الإصلاح على ضرورة إخراج المناصفة، ووضع آليات لحماية حقوق المرأة، بل واتخاذ تدابير لفرض الجزاءات لحظر التمييز ضد المرأة، وفرض الحماية القانونية على قدم المساواة مع الرجل، وهو ما تحقق في بلادنا على عدة مستويات، تورده الأخت البيض، التي أشارت إلى أن المرأة كان لها نصيب مهم في المشاركة الفعالة لبناء الوطن من خلال إسهاماتها اليومية في عالم الإنتاج، والأعمال، وفي الوظائف كالتعليم والتطبيق، وفي الإدارة، وتبوات مكانة مهمة في المجالات السياسية، بل وتميزت بالإشراف على حقائب وزارية مهمة في الحكومات السابقة قبل أن تتراجع مكانتها مع هذه الحكومة، لتتوزي في حقائب ثانوية مكملة للحقائب الوزارية لدى الرجال، مما شكل انتكاسة في مسارها التدريبي على مستوى الحكومة، تؤكد الأخت

صديق مجلس النواب في جلسة تشريعية عمومية، أول أمس الثلاثاء، بالإجماع على مشروع قانون رقم 125.12 يوافق بموجبه على البروتوكول الاختياري لاتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة الموافق عليه بنيويورك في 6 أكتوبر 1999 من طرف الجمعية العامة للأمم المتحدة، وكذا على مشروع قانون يوافق بموجبه على البروتوكول الاختياري الملحق بالمعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية السياسية الموقع بنيويورك في 16 دجنبر 1966.

المشروعان، قال بشأنهما الفريق الدستوري بمجلس النواب، بأنهما "نصبان في سياق استكمال المنظومة الحقوقية لبلادنا مسار التلاؤم، والتكف مع المنظومة الحقوقية الكونية، معتبرا في معرض مداخلته

أن محطة المصادقة هي إحدى المنعطفات الحقوقية القوية في اتجاه تثبيت الحقوق النوعية للمرأة المغربية، على اعتبار أن هذين المشروعين هما بمثابة صكين دوليين، يلزم الدول الموقعة عليهما بتحقيق مبدأ المساواة بين المرأة والرجل على جميع المستويات القانونية والاجتماعية والسياسية، يضيف الفريق الدستوري على لسان إحدى نائباته الأخت فوزية البيض.

وبعد أن هنا المرأة المغربية على الحصيلة الإيجابية لنضالاتها وتطلعاتها، أكد الفريق الدستوري أن هذه التطلعات اندمجت مع المكاسب التاريخية التي تحققت في العهد الجديد الذي بدأه جلالة الملك محمد السادس بإطلاقه للمفهوم الجديد للسلطة إلى غاية مصادقة الشعب المغربي على دستور 2011 الذي بوا المملكة المغربية مكانة بارزة في المجالات الحقوقية إسوة بالدول المتقدمة، بالنظر لما أختزنه هذا الدستور من زخم حقوقي، لدرجة أنه جعل من إشكالية تنزيله تنزيل ديمقراطيا سليما إشكالية في حد ذاتها لا زلنا نعاني من تبعاتها إلى الآن، ونحن نشرف على نهاية الولاية التشريعية التاسعة.

وفي هذا السياق، قالت الأخت البيض إن النجاحات التي تحققت للمرأة المغربية، على جميع المستويات، بدأت كما قلنا بإطلاق المفهوم الجديد للسلطة، وتعززت بالتخصيص على حقوق الإنسان بمفهومها الكوني، كما في المعاهدات الدولية، واستمرت مع تقرير الخمسينية الذي وضع سيناريوهات سياسة إرادية للخروج من بوتقة التخلف، وتتابع مع الحصيلة الإيجابية لهيئة الإصناف والمصالحة في اتجاه مصالحة بلادنا مع ذاتها ومع تاريخها دون عقد، وتكرست مع المصادقة على الاتفاقيات والمعاهدات الدولية للحقوق النوعية لحماية الطفولة، وتمكين حاملي الإعاقة من حقوقهم الإنسانية، واليوم تكريس هذا المسار من خلال المصادقة على اتفاقية "سيداو" كمعاهدة دولية تم اعتمادها في 18 من دجنبر 1979 والتي تنص على القضاء على جميع أشكال التمييز الذي قد يمارس ضد المرأة.

وأضافت الأخت البيض أن هذه الحصيلة ما كانت لتتحقق لولا ما حملته الدستور الجديد للمملكة من زخم حقوقي وقانوني، والذي شكل في حد ذاته ثورة عميقة في بنية الدولة المغربية، وحركية استباقية دينامية للتحويلات التي يشهدها الوطن العربي بأكمله، ومنح المغرب وضعا استثنائيا تعززت فيه الحقوق، مربية بالقول، وإن نحن نتوج هذا المسار بالتصديق على هذين المشروعين توجها للتنمية الشاملة، وهي تنمية لن تتم إلا عبر إشراك المرأة بشكل كامل جنباً إلى جنب مع الرجل، في جميع

البيض. وشددت البرلمانية الدستورية أن الفريق يسعى من خلال التصديق على البروتوكول الاختياري لاتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة، إلى الحد من كل التجاوزات التي تسقط على نطاق واسع في التمييز ضد المرأة، خاصة في القضاء العام، حيث تعاني من شتى المضايقات وتعرضها كثرة هشة للتعنيف المنزلي، أو من طرف شبكات الاتجار والاسترقاق، واستثمارها في الدعارة، وغيرها من السلوكات التمييزية التي قد تعط من كرامتها. واعتبرت أن هذا البروتوكول، الذي يهدف إلى تمكين الدول الأطراف من الاعتراف بصلاحيات لجنة القضاء على التمييز ضد المرأة للبت في التبليغات المقدمة من قبل، أو نيابة عن أفراد أو مجموعة أفراد خاضعين لولاية الدولة الطرف والذين يدعون أنهم ضحايا انتهاك لأي من الحقوق المنصوص عليها في اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة، (اعتبرته) وسيلة وآلية جديدة لتكريس حقوق المرأة، والدفاع عن مصالحها، غير أنها قالت "وإذا كنا نؤيد بعض مضماني هذه الاتفاقية بوصفها أدوات تمثل سبيلا للارتقاء بأوضاع المرأة، والنهوض بها، فإننا في ذات الوقت نؤكد على ضرورة مراعاة تشريعاتنا المبنية على عقيدتنا، وعلى ضرورة مراعاة التباين الحاصل في الثقافات المجتمعية حتى لا نسقط في فرض نمط حضاري بعينه على العالم تلتزم به كل الدول الأخرى.

وأضافت أن الفريق وإذ يتبنى هذه الاتفاقية، فإنه في ذات الوقت يمنح لنفسه حرية التحفظ على كل ما من شأنه أن يحرم المجتمع المغربي من حقه في تنظيم شأنه العام، وفق هويتنا الوطنية، وكذا التدخل للحد من فرض نموذج إباضي يمزق تماسكنا الاجتماعي، فمبدأ السيادة الوطنية ينبغي أن نتمسك به دون أدنى حرج، وفق تعبير الأخت البيض، عضو الفريق الدستوري.

من جهة أخرى، ثمن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ما أسماها ب"الخطوة الحاسمة على درب استكمال مسار الانضمام إلى هذين البروتوكولين، مؤكدا في تصريح صحفي، توصلت رسالة الأمة بنسخة منه، أن الانضمام إلى البروتوكولين الاختياريين المذكورين يشكل إعمالا لالتزام متخذ في المجلس الوزاري ل 9 سبتمبر 2011. و قد تم تأكيد هذا الالتزام في المذكرة الشفوية (83/A/68) المؤرخة بتاريخ 6 مايو 2013 والموجهة إلى الأمين العام للأمم المتحدة من طرف البعثة الدائمة للمملكة المغربية لدى الأمم المتحدة.

الصبار يدافع عن « سفاح تارودانت » ويذكر البيجيدي بإعدامات الاخوان المسلمين

الشيخ اليوسي

كتب يوم الخميس 09 يوليو 2015 م على الساعة 0:26

معلومات عن الصورة : محمد الصبار

استمات الامين العام للمجلس الوطني لحقوق الانسان، محمد الصبار، في الدفاع عن إلغاء عقوبة الإعدام من القانون الجنائي، معتبرا بأنها ليست عقوبة رديعية، وأنها لا تنفذ في المغرب.

وقال الصبار خلال ندوة نظمها حزب الاصاله والمعاصرة مساء اليوم بالرباط حول مسودة القانون الجنائي، إنه من غير المقبول، والمغرب يطمح ليكون في مصاف الدول الديمقراطية، ان تنص قوانينه على ما وصفها بـ «عقوبة وحشية»، كما أن هيئة الانصاف والمصالحة، كشفت على أن هذه العقوبة استعملت في التصنيفات السياسية، كما أن السلطات الاستعمارية، اعدمت عددا من المقاومين.

وتساءل الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الانسان، عن جدوى هذه العقوبة بما أنها لا تنفذ، في حين أن الأحكام القضائية تستمد سلطتها من التنفيذ، وهذا ما يجعل بحسب الصبار، القاتل عن سبق الإصرار والترصد، يكون مطمئنا بأنه لن يعدم في حال تم ضبطه.

وتابع الصبار، أن الحكم بالإعدام، يصدر عن هيئة قضائية قابلة للخطأ، مستشهدا بذلك بعدد من الحالات التي وقع فيها الخطأ في اصدار عقوبة الإعدام، كما حصل في الولايات المتحدة الأمريكية، إذ تبين أن شخصا حكم عليه بالاعدام، تمت تبرئته من تهم القتل العمد.

وذكر المتحدث ذاته، أن عدد المحكومين بالإعدام في المغرب، لا يتجاوز 105 مدانا، بينهم 3 نساء، متسائلا عن نسبة هؤلاء من مجموع سكان المغرب.

وردا على وزير العدل والحريات، مصطفى الرميد، الذي قال إن عدد من المدانين لا بد أن ينفذ عليهم حكم الإعدام، خاصة كالحالات التي يتم فيهم اغتصاب الأطفال وقتلهم، شدد الصبار على أنه لا يجب استعمال بعض الأوصاف، كـ «سفاح تارودانت»، مؤكدا بأنه « انسان غير سوي»، كما أن الضحايا وذو الحقوق في بعض الأحيان يتسامحون مع الجناة.

ولم يفوت الصبار فرصة تواجد الرميد، ليذكره بما يجري في مصر، من إصدار عدد من عقوبات الإعدام في حق قيادات جماعة الإخوان المسلمين، حيث أكد أن الكل يعلم أسباب إصدار هذه الأحكام، من قبل القضاة المصريين.

<http://www.febrayer.com/218523.html>

الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان يصف الإعدام بـ "العقوبة الوحشية" ويدافع عن قاتل الأطفال بتارودنت

إهام آيت الحاجنشر في أخبارنا يوم 08 - 07 - 2015

واصل الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان محمد الصبار دفاعه المستميت عن إلغاء عقوبة الإعدام المحكومين بها معتبرا أن الإعدام عقوبة وحشية .
وأضاف الصبار في كلمته خلال يوم دراسي نظمه فريق الأصالة والمعاصرة بمجلس النواب حول مضامين مسودة القانون الجنائي مساء اليوم أن الإعدام لا يحقق بتاتا الردع من الجرائم.
واعتبر الصبار أن الحديث عن سفاح تارودانت ما هو إلا محاولة لدغدغة العواطف مؤكدا أن من قام بهذا الفعل ليس سويا ويجب معالجته لا قتله.

<http://www.maghress.com/akhbarona/128771>

أكادير تحتضن لقاء تحسيسا حول السيدا لفائدة القضاة وضباط الشرطة

السيدا

مشاهد: البخاسن يعقوب 8 يوليو 2015 / 14:32

في إطار حملات التحسيس والتوعية بداء السيدا الفتاك، تنظم جمعية محاربة السيدا بأكادير وبشراكة مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان اللجنة الجهوية سوس ماسة، ورشة تحسيسية حول السيدا وحقوق الإنسان والأشخاص المتعاشين مع فيروس السيدا، وذلك لفائدة القضاة ووكلاء الملك وضباط الشرطة القضائية يوم الخميس 9 يوليو 2015 ابتداء من الساعة الرابعة بعد الزوال وذلك بأحد الفنادق المنصفة بأكادير. ويهدف هذا اللقاء، إلى تعزيز إدراج المقاربة الحقوقية في جهود مكافحة السيدا، ووضع آلية لحماية الأشخاص المصابين بفيروس السيدا والحاملين له الذين يتعرضون للتمييز والوصم والتهميش جراء إصابتهم بالداء. ويشمل برنامج الورشة العديد من المواضيع خاصة تقدم الوضع الوبائية لداء السيدا على المستوى العالمي، التوجهات الاستراتيجية الدولية في مجال حقوق الإنسان وداء السيدا، لمحّة عن الوضع الوبائية بالمغرب والجهود المبذولة لمكافحة السيدا وكذا البرامج المنفذة من طرف هيئات المجتمع المدني. ومن المنتظر أن تساهم توصيات ونتائج هذا اللقاء في المساهمة في بلورة مشروع جمعية محاربة السيدا بأكادير وكذا عمل المجلس الوطني لحقوق الإنسان اللجنة الجهوية سوس ماسة درعة في مجال حقوق الإنسان وداء السيدا.

<http://machahid.info/?p=43170>

الصبار يتراجع لإلغاء الاعدام ويدافع عن سفاح تارودانت!

الشرقي لحرشالأربعاء 08 2015-07-19:30

هاجم محمد الصبار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان عقوبة الاعدام، مساء اليوم في يوم دراسي نظمه فريق الأصالة والمعاصرة بمجلس النواب حول مضامين مسودة القانون الجنائي. ووصف الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان عقوبة الاعدام بالوحشية، داعيا إلى إلغائها لأنها لا يتم تنفيذها في المغرب ولا تحقق الردع الذي من أجله وضعت العقوبة، وهو ما أكدته تجارب دول تطبق عقوبة الاعدام كما هو الحال في الصين وإيران، إذ أن تطبيق عقوبة الاعدام في هاتين الدولتين لم يحقق الردع ويحد من الجرائم. واعتبر الصبار أن عقوبة الاعدام استعملت للتصفية السياسية، موضحا أن مقاومين مغاربة تم إعدامهم. وكشف الصبار أن عدد المحكوم عليهم بعقوبة الاعدام في المغرب هم 105 من مجموع السجناء فقط، متسائلا كم يشكل هؤلاء في المجتمع، أليس هذا كافيا لإلغاء هاته العقوبة؟ وأوضح الصبار أن افتراض الخطأ القضائي يظل واردا، فلماذا تطبق عقوبة الاعدام إذن؟. وبخصوص مطالبة ذوي الحقوق بإعدام المجرمين، قال الصبار ان هؤلاء لهم الحق في النسيان، وقد ينسون ويريدون فتح صفحة جديدة، مضيفا أنه لا يجب دغدغة العواطف والحديث عن سفاح تارودانت وأنه قتل أطفالا وقام بدفنهم، مؤكدا أن من قام بهذا الفعل ليس سويا ويجب معالجته. وفي محاولة للفت انتباه الوزير الاسلامي مصطفى الرميد، قال الصبار أن من يعانون اليوم من أحكام الإعدام بخلفية سياسية هم الإخوان المسلمون في مصر، مجددا دعوته لإلغاء عقوبة الاعدام

<http://www.alyaoum24.com/329760.html>

الصبار يطالب بإلغاء الإعدام ويعتبره عقوبة وحشية

الخميس 09 يوليو 2015 10:43

ويُدافع عن قاتل الأطفال بتارودانت

PrintSend To Friend

ي.ش. شدا ف محمد الصبار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان محمد الصبار دفاعه المستميت عن إلغاء عقوبة الإعدام المحكومين بها معتبرا أن الإعدام عقوبة وحشية .

وأضاف الصبار في كلمته خلال يوم دراسي نظمه فريق الأصالة والمعاصرة بمجلس النواب حول مضامين مسودة القانون الجنائي مساء اليوم أن الإعدام لا يحقق بناتا الردع من الجرائم، داعيا في الآن ذاته إلى إلغاء عقوبة الإعدام لأنها لا يتم تنفيذها في المغرب و لا تحقق الردع الذي من أجله وضعت العقوبة، وهو ما أكدته تجارب دول تطبق عقوبة الإعدام كما هو الحال في الصين وإيران، إذ أن تطبيق عقوبة الإعدام في هاتين الدولتين لم يحقق الردع ويحد من الجرائم، يورد الصبار.

ووصف الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان عقوبة الإعدام بالوحشية، داعيا إلى إلغائها لأنها لا يتم تنفيذها في المغرب و لا تحقق الردع الذي من أجله وضعت العقوبة، وهو ما أكدته تجارب دول تطبق عقوبة الإعدام كما هو الحال في الصين وإيران، إذ أن تطبيق عقوبة الإعدام في هاتين الدولتين لم يحقق الردع ويحد من الجرائم.

واعتبر الصبار أن عقوبة الإعدام استعملت للتصفية السياسية، موضحا أن مقاومين مغاربة تم إعدامهم.

وفيما يتعلق بسفاح تارودانت الذي قتل أطفالا وقام بدفنههم، أوضح الصبار أن الحديث عن هذا الموضوع، ما هو إلا محاولة لدغدغة العواطف مؤكدا أن من قام بهذا الفعل ليس سويا ويجب معالجته لا قتله.

نون بريس - سياسة

<http://www.noonpresse.com/content/%D8%A7%D9%84%D8%B5%D8%A8%D8%A7%D8%B1-%D9%8A%D8%B7%D8%A7%D9%84%D8%A8-%D8%A8%D8%A5%D9%84%D8%BA%D8%A7%D8%A1-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D8%B9%D8%AF%D8%A7%D9%85-%D9%88%D9%8A%D8%B9%D8%AA%D8%A8%D8%B1%D9%87-%D8%B9%D9%82%D9%88%D8%A8%D8%A9-%D9%88%D8%AD%D8%B4%D9%8A%D8%A9>

المجلس الوطني لحقوق الإنسان يثمن المصادقة على الانضمام إلى البروتوكولين الاختياريين المتعلقين بالقضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة والحقوق المدنية والسياسية

في المغرب السياسي, مغرب النساء 9 يوليو, 2015
- AHDATH.INFO وم ع

نوه المجلس الوطني لحقوق الإنسان بمصادقة مجلس النواب على كل من مشروع قانون رقم 12-125 بالموافقة على البروتوكول الاختياري لاتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة ومشروع قانون رقم 12-126 بالموافقة على البروتوكول الاختياري للعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، بوصفها خطوة حاسمة على درب استكمال مسار الانضمام إلى هذين البروتوكولين. وفي هذا الصدد، أفاد بلاغ للمجلس بأن انضمام المغرب لهذين البروتوكولين يعد تعبيراً عن التزام سيادي وطوعي للمغرب، معتبراً أن توطيد المنظومة الوطنية لحماية حقوق الإنسان سيمكن من تقوية سبل الانتصاف على المستوى الوطني في تكامل مع الوسيلة الجديدة المفتوحة بمقتضى البروتوكولين الاختياريين.

وأضاف أن المغرب، بانضمامه لهذين البروتوكولين، سيقرب باختصاص كل من اللجنة المعنية بالقضاء على التمييز ضد المرأة واللجنة المعنية بحقوق الإنسان في استلام ودراسة الشكايات والبلاغات المقدمة من طرف الأفراد أو مجموعات الأفراد بموجب الولاية القضائية للدولة، والتي يدعون فيها أنهم ضحايا لانتهاك أي من الحقوق الواردة في اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة وفي العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية. وذكر البلاغ بأن هاتين اللجنتين لا تنظران في الشكايات المقدمة إلا بعد التأكد من استيفاء جميع طرق الطعن الداخلية، ما لم يطل أمد تطبيق هذه الإجراءات بصورة غير معقولة أو عندما يكون من غير المحتمل أن تحقق إنصافاً فعالاً. كما أن دراسة أي شكاية يتم وفقاً لمساطر منشورة و بالتفاعل مع كل من الدولة والمشتكين. وأضاف المجلس أن الاعتراف باختصاص اللجنتين سالفتي الذكر في استلام ودراسة الشكايات والبلاغات المقدمة إليهما يشكل امتداداً طبيعياً لتفاعل المغرب مع هذه اللجن، لافتاً بهذا الخصوص إلى أن المغرب وصل إلى الجولة السادسة من تقاريره الدورية أمام اللجنة المعنية بالقضاء على التمييز ضد المرأة واللجنة المعنية بحقوق الإنسان.

ودعا المجلس الوطني لحقوق الإنسان إلى ضرورة الاستكمال في أقرب الآجال، لنظام وطني لحماية حقوق المرأة، من خلال المصادقة على مشروع قانون مكافحة العنف ضد المرأة ومشروع القانون المتعلق بالهياة المكلفة بالمناصرة ومحاربة جميع أشكال التمييز. واعتبر أن مسلسل مراجعة التشريع الجنائي يشكل فرصة لتعزيز وسائل انتصاف النساء ضحايا انتهاك حقوقهن المكرسة من طرف الدستور و اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة.

وأوضح المجلس في بلاغ له أن الانضمام إلى البروتوكولين الاختياريين المذكورين يشكل إعمالاً لالتزام متخذ في المجلس الوزاري ل 9 سبتمبر 2011، مضيفاً أنه تم تأكيد هذا الالتزام في مذكرة شفوية بتاريخ 6 مايو 2013 موجهة إلى الأمين العام للأمم المتحدة من طرف البعثة الدائمة للمملكة المغربية لدى الأمم المتحدة.

وأشار البلاغ إلى أن المغرب يصبح بذلك البلد 107 الطرف في البروتوكول الاختياري لاتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة و الدولة 116 الطرف في البروتوكول الاختياري للعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية.

افتتاح الملتقى الأول لذوي الاحتياجات الخاصة ببوجدور

أضيف في 8 يوليو، 2015 بواسطة newssahara

افتتح عامل إقليم بوجدور ورئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان العيون السمارة والوفد المرافق له الملتقى الأول للشخص المعاق المنظم من طرف جمعية شمس للأعمال الاجتماعية لذوي الاحتياجات الخاصة تحت شعار “ جميعا من اجل ضمان حقوق الشخص المعاق “ يومه الاثنين 6 يوليو 2015 على الساعة الخامسة بالمركز الثقافي.

تخلل الملتقى كلمة رئيس جمعية شمس للأعمال الاجتماعية لذوي إعاقة ببوجدور السيد الناجم ابهي وكلمة رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان العيون السمارة السيد محمد سالم الشرقاوي.

كما عرف الملتقى توقيع اتفاقيات شراكة ما بين اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون السمارة وثلاث جمعيات عاملة في مجال الإعاقة : جمعية شمس للأعمال الاجتماعية لذوي الإعاقة ببوجدور، جمعية مساندة الأشخاص المعاقين بالعيون و جمعية آفاق لتأهيل وإدماج الأشخاص في وضعية إعاقة بالعيون. وتروم اتفاقيات الشراكة هذه تعزيز التعاون ودعم هذه الجمعيات لخدمة حقوق الأشخاص في وضعية إعاقة وعرف الملتقى حضور عدد كبير من الجمعيات المهتمة بمجال الاعاقة نذكر منها جمعية آفاق للتأهيل وإدماج الأشخاص في وضعية إعاقة وجمعية الساقية الحمراء للتنمية والتواصل و المعاقين و جمعية الجنوب للإبداع والمواهب لذوي الاحتياجات الخاصة وجمعية مساندة الأشخاص المعاقين.

ولالإشارة فقد تمكن الملتقى من إشراك جمعيات تهتم بمجال الإعاقة من جميع المدن الصحراوية وضمنه معرض للوحات التشكيلية من إبداع الأشخاص في وضعية إعاقة.

وعلى مدى ثلاثة أيام سيعرف الملتقى سهرة فنية ليلا من إبداع الفنانين المشاركين بدار الشباب و بمشاركة شعراء الصحراء بخيمة الشعر وحملة طبية وندوة بمشاركة مع المكتب الجهوي لحقوق الإنسان بجهة العيون -السمارة

<http://newssahara.com/%D8%A7%D9%81%D8%AA%D8%AA%D8%A7%D8%AD-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%84%D8%AA%D9%82%D9%89-%D8%A7%D9%84%D8%A3%D9%88%D9%84-%D9%84%D8%B0%D9%88%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D8%A7%D8%AD%D8%AA%D9%8A%D8%A7%D8%AC%D8%A7%D8%AA/>

العصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان تصدر بيانا إلى الرأي العام الوطني والدولي

بتاريخ 8 يوليو، 2015 - بقلم أسراك 24
أسراك / 24

اجتمع المكتب التنفيذي للعصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان يوم الاثنين 6 يوليوز 2015 لتدارس مجموعة من القضايا الحقوقية الوطنية والدولية، حيث ادانت العصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان الهجمات الارهابية التي استهدفت عدد من دول العالم ومنها الجارة تونس معلنين تضامنا المطلق مع ضحايا الارهاب في كل مكان في العالم مطالبين باستراتيجية دولية لمحاربة الارهاب تأخذ بعين الاعتبار ضرورة البحث عن اسبابه العميقة والتصدي لها وعدم الاقتصار على المعالجات الامنية وحدها . اصدرت العصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان البيان التالي :

1- تعلن العصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان ادانتها الشديدة للممارسات التكفيرية الداعشية التي تهدد الحريات الفردية والجماعية للمواطنين المغاربة (الاعتداء على فتاتي انزكان والاعتداء على المثليين بفاس نموذجاً) وتطالب من الدولة المغربية تحمل مسؤولياتها في انتشار الافكار الظلامية التكفيرية بالمجتمع المغربي الناتجة عن وضعية التعليم المزرية وانتشار الفقر والبطالة لدى الشباب المغربي وقمع المبادرات الفكرية والحقوقية التنويرية الجادة في المجتمع والتضييق على الصحافة والافكار الحرة .

2- تطالب العصبة المغربية لحقوق الإنسان من الدولة المغربية ومن الاحزاب السياسية والمجتمع المدني فتح نقاش وطني حول التقييم بالمجتمع المغربي وصياغة ميثاق اخلاقي يعمل على نشر قيم حقوق الإنسان كما هي متعارف عليها كونيا والتسامح والحوار بالمجتمع المغربي لقطع الطريق امام كل الافكار الظلامية والرجعية التي تهددنا جميعا ، والاسراع باصلاح الحقل الديني وتأهيل ونشر التعليم العلمي ليقوم بدوره التنويري والتثقيفي .

3 تطالب العصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان من الحكومة المغربية الاسراع في اخراج القانون التنظيمي المفعل لرسمية اللغة الأمازيغية ، والاسراع باخراج المجلس الوطني للغات والثقافة المغربية الى حيز الوجود تطبيقا لبنود الدستور المغربي .

4 تثمن العصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان الجهود التي تقوم بها الدبلوماسية المغربية والامم المتحدة لايجاد حل توافقي للامنة الليبية وجمع الاطراف الليبية المتصارعة على طاولة واحدة ، مع متمنياتنا ان يؤدي حوار الصخيرات وبرلين الى ايجاد حل سريع لحقن دماء الشعب الليبي وان يسود الامن والاستقرار والديموقراطية القطر الليبي لما له من انعكاس مباشر على امن واستقرار المنطقة بأكملها .

5 تسجل العصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان اقضاء الحكومة ووزارة الداخلية على وجه الخصوص ، المجتمع المدني المغربي من المشاورات الخاصة بسير ونزاهة الانتخابات المحلية والجهوية بالمغرب ضدنا على احكام الدستور المغربي الذي يعلن صراحة وفي عدد من بنوده ضرورة اعمال المقاربة التشاركية بين كل الفاعلين الاجتماعيين والسياسيين والاقتصاديين في كل القضايا المجتمعية التي تمه المجتمع المغربي ومنها قضية القوانين الانتخابية التي مازال العديد منها يكرس الربيع السياسي ويضرب تكافؤ الفرص بين المتنافسين ضدنا على احكام الدستور المغربي .

6 تطالب العصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان من السلطات المغربية الحرص على نزاهة وشفافية الانتخابات المحلية والجهوية بالمغرب وضمان الحياد الايجابي لرجال الادارة الترابية واشراك المجتمع المدني في مراقبة وتتبع العملية الانتخابية .

7 تثمن العصبة الأمازيغية لحقوق الإنسان مبادرة المجلس الوطني لحقوق الإنسان في اشراك المجتمع المدني في ملاحظة الانتخابات المقبلة .

عن المكتب التنفيذي

المنسق الوطني: بوبكر أنغير

<http://assarag24.com/%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%B5%D8%A8%D8%A9->

<http://assarag24.com/%D8%A7%D9%84%D8%A3%D9%85%D8%A7%D8%B2%D9%8A%D8%BA%D9%8A%D8%A9->

<http://assarag24.com/%D9%84%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%86%D8%B3%D8%A7%D9%86->

<http://assarag24.com/%D8%AA%D8%B5%D8%AF%D8%BI/>

المجلس الوطني لحقوق الإنسان يستقبل شكايات النساء ضحايا التمييز

برحيل 24

الخميس 9 يوليو 2015 | | 0:01

المجلس الوطني لحقوق الإنسان يستقبل شكايات النساء ضحايا التمييز

بعد مصادقة مجلس النواب على مشروع قانون المتعلق بالموافقة على البروتوكول الاختياري لاتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة، شرع المجلس الوطني لحقوق الإنسان في استقبال شكايات النساء ضحايا التمييز.

أعلن المجلس الوطني لحقوق الإنسان أنه سيقرب باختصاص كل من اللجنة المعنية بالقضاء على التمييز ضد المرأة، واللجنة المعنية بحقوق الإنسان، في استلام ودراسة الشكايات والبلاغات المقدمة من طرف الأفراد أو مجموعات الأفراد بموجب الولاية القضائية للدولة، والتي يدعون فيها أنهم ضحايا لانتهاك أي من الحقوق الواردة في اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة وفي العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية. وأوضح المجلس أنه هاتين اللجنتين لا تنظران في الشكايات المقدمة إلا بعد التأكد من استيفاء جميع طرق الطعن الداخلية، ”إلا إذا تأخر تطبيق هذه الإجراءات بصورة غير معقولة، أو عندما يكون من غير المحتمل أن تحقق إنصافا فعالا“، مردفا أن دراسة أي شكاية يتم وفقا لمساطر منشورة، والتفاعل مع كل من الدولة والمشتكين.

واعتبر المصدر ذاته، أن الاعتراف باختصاص اللجنتين السالفتي الذكر في استلام ودراسة الشكايات والبلاغات المقدمة إليهما يشكل امتدادا طبيعيا لتفاعل المغرب مع هذه اللجن، مضيفا أن المغرب وصل إلى الجولة السادسة من تقاريره الدورية أمام اللجنة المعنية بالقضاء على التمييز ضد المرأة واللجنة المعنية بحقوق الإنسان.

وفي السياق نفسه، دعا المجلس الوطني لحقوق الإنسان بضرورة استكمال نظام وطني لحماية حقوق المرأة في أقرب الآجال، من خلال المصادقة على مشروع قانون مكافحة العنف ضد المرأة، ومشروع القانون المتعلق بالهياة المكلفة بالمناصرة ومحاربة جميع أشكال التمييز، مسجلا أن مسلسل مراجعة التشريع الجنائي الوطني، يشكل فرصة لتعزيز وسائل انتصاف النساء ضحايا انتهاك حقوقهن المكرسة من طرف الدستور واتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة.

<http://www.berhil.com/25670.html>



Boujdour

L'intégration des handicapés en débat

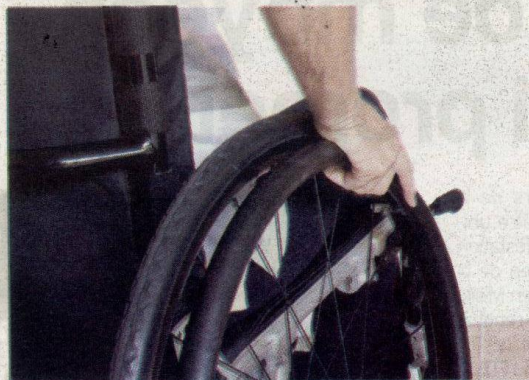
3453/17

DNCR à Laâyoune
Mohamed Laâbid

miaabid@aujourd'hui.ma

La ville de Boujdour a abrité du 4 au 6 juillet la première édition de la Rencontre régionale des personnes en situation de handicap et qui a fait un état des lieux des besoins des associations et des centres œuvrant dans le domaine de l'amélioration des services destinés aux personnes en situation de handicap.

Lors de cette rencontre organisée par l'association Soleil des œuvres sociales en collaboration avec la province de Boujdour et la commission régionale des droits de l'Homme de Laâyoune-Smara, les participants ont souligné la nécessité de



garantir la participation et la représentation des personnes en situation de handicap dans le processus de mise en place des programmes de développement, et d'accélérer le processus de création ou de désignation d'un mécanisme national chargé de la protec-

tion et la promotion des droits des personnes en situation de handicap. Ils ont également insisté sur l'importance du suivi de la mise en œuvre des dispositions de la convention internationale des droits des personnes handicapées. Cette rencontre a aussi été

marquée par la présentation de l'étude sur l'état des lieux de la situation des droits des personnes en situation de handicap dans les provinces du Sud (Tan-Tan-Guelmim, Smara-Laâyoune, Dakhla-Rousserd) réalisée par le CNDH et ses commissions.

Cette étude recommande notamment l'adoption d'un nouveau modèle social basé sur l'approche des droits de l'Homme, l'actualisation de l'arsenal législatif national et la révision des politiques publiques nationales et régionales de manière à garantir l'accès aux droits pour les personnes en situation de handicap.

Les participants qui ont travaillé dans le cadre d'ateliers de travail ont émis un certain nombre de recomman-

dations qui ont notamment porté sur : l'adoption d'une approche basée sur les droits de l'Homme quand il s'agit de personnes handicapées, généraliser des accessibilités, garantir la représentativité des personnes en situation de handicap dans les structures régionales et établir un quota pour eux pour la participation politique dans les conseils élus, mettre en œuvre des lois en vigueur en faveur des personnes en situation de handicap dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'emploi, valoriser le rôle de la société civile en tant que force de proposition et renforcer leurs capacités, intégrer les victimes des mines et de leurs familles dans les programmes de développement économique et social.



Laâyoune Campagne médicale à la prison locale



Les pensionnaires de la prison locale de Laâyoune ont bénéficié, dernièrement, d'une campagne médicale pluridisciplinaire, initiée par la Commission régionale des droits de l'Homme (CRDH) de Laâyoune-Smara.

Cette campagne, organisée en partenariat avec la direction régionale de la Santé et l'association des médecins de la région de Laâyoune-Boujdour-Sakia El Hamra, a bénéficié à 150 personnes, dans le cadre des efforts visant à rapprocher les services médicaux de cette catégorie et à assurer ses droits, y compris celui à la santé, indique un communiqué de la CRDH de Laâyoune-Smara.

Cette initiative, qui a mobilisé un staff de 17 médecins et infirmiers, portait sur des prestations liées à la médecine cardio-vasculaire (6 bénéficiaires), l'Oto-rhino-laryngologie (15), la gynécologie (16), la dermatologie (16), la médecine générale (12), la diabétologie (6) et la radiologie (6), en plus de dépistage du diabète pour 150 pensionnaires et la distribution de médicaments, précise le communiqué.

Dans le même sens, la CRDH organisera, la semaine prochaine, un "Ftour" collectif pour les pensionnaires de la prison locale de Laâyoune, fait savoir la même source.

Cette initiative, qui verra la participation de membres de la CRDH, des partenaires, de représentants d'établissement publics et de la société civile et des familles des détenus, vise à matérialiser les principes et valeurs des droits de l'Homme, notamment la non-discrimination, la dignité humaine et l'égalité.

12313/6



CNDH : conférence sur les garanties d'un procès équitable

Une conférence sous le thème "les garanties d'un procès équitable en vertu du projet du code de la procédure pénale" s'est tenue, récemment à Tanger, à l'initiative de l'ordre des avocats de Tanger, en partenariat avec le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH).

Cette rencontre a été une occasion dédiée aux avocats, enseignants-chercheurs et aux représentants des différents métiers judiciaires pour débattre du projet du code de la procédure pénale et des garanties présentées par ce nouveau code pour un procès équitable.

Dans une déclaration à la MAP, l'ancien bâtonnier de Tanger, Abdeslam Bakkioui, a mis l'accent sur le rôle de l'avocat dans la consécration des règles du procès équitable dans le cadre de l'enquête préliminaire, soulignant le contexte général de la mise en œuvre du code de la procédure pénale, qui s'inscrit dans le cadre de la déclinaison du pacte national pour le renouveau de la justice.

Dans ce sens, l'avocat a conclu que le projet du code de la procédure pénale n'a pas respecté les accords internationaux signés par le Maroc sur l'obligation de la présence de l'avocat à côté des prévenus lors de l'enquête préliminaire. De son côté, le secrétaire général du CNDH, Mohamed Sebbar, a souligné l'importance que revêt l'organisation de cette manifestation, dans le cadre du lancement de la réforme de la justice, notant que le projet du code de la procédure pénale vise à répondre aux nouveaux phénomènes criminels et à consacrer les principes du procès équitable.

12313/4

Discrimination à l'égard des femmes

Le CNDH salue l'adoption de l'adhésion aux protocoles facultatifs

Le Conseil national des Droits de l'Homme (CNDH) a salué l'adoption mardi par la Chambre des Représentants du projet de loi 125-12 portant approbation du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et du projet de loi 126-12 portant approbation du Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIRDPC). "A ce stade avancé, le Conseil national des droits de l'Homme se félicite de ce pas décisif sur la voie du parachèvement du processus d'adhésion à ces deux instruments", indique un communiqué du Conseil. L'adoption de l'adhésion à ces deux protocoles est, par conséquent, l'expression d'un engagement souverain et volontaire du Maroc, et constitue la mise en œuvre d'un engagement du Royaume pris par le Conseil des Ministres le 9 septembre 2011, relève le Conseil qui ajoute que cet engagement a été réitéré dans la Note verbale datée du 6 mai 2013, adressée au Secrétaire général des

Nations unies par la Mission permanente du Maroc auprès de l'Organisation des Nations unies.

Le CNDH affirme qu'en adhérant à ces deux protocoles, le Maroc reconnaît la compétence des deux Comités de surveillance (CEDAW et Comité des droits de l'homme) en ce qui concerne la réception et l'examen de communications présentées par des particuliers, ou groupes de particuliers ou au nom de particuliers ou groupes de particuliers qui affirment être victimes d'une violation d'un des droits énoncés dans la Convention CEDAW et le PIRDPC.

Ces comités n'examinent aucune communication sans avoir vérifié que tous les recours internes ont été épuisés, à moins que la procédure de recours n'excède des délais raisonnables ou qu'il soit improbable que le requérant obtienne réparation par ce moyen. Cet examen se déroule selon un protocole de procédures public. L'examen de toute plainte se fait en interaction permanente avec l'Etat et les plaignants. La reconnaissance de la compétence des

deux Comités en matière de la réception et d'examen des communications précitées est un prolongement normal de l'interaction du Maroc avec ces Comités, ajoute le communiqué qui précise que le Maroc est à son cinquième et sixième rapport périodique sur la mise en œuvre de la CEDAW et au sixième avec le Comité des droits de l'Homme, organe de surveillance du PIRDPC.

Et de rappeler que le CNDH avait adressé, le 27 mars 2014 et le 2 juin 2015 deux lettres au Président de la Chambre des Représentants en vue d'accélérer le processus de l'adoption des projets de loi portant approbation des deux protocoles facultatifs.

Le CNDH tient de même à rappeler la nécessité de parachever dans les plus brefs délais, le système national de protection des droits des femmes, en adoptant la loi sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes ainsi que la loi de l'Autorité pour la parité et la lutte contre toutes les formes de discriminations.

12313/2



Affaires des jupes d'Inzegane, du travesti de Fès... Le CNDH prépare son rapport

84214

A en croire El Yazami, le CNDH a suivi de près les événements qu'a connus le Maroc ces dernières semaines, et qui continuent de susciter le débat sur les questions liés notamment aux libertés individuelles, à la liberté d'expression, au droit à la créativité, à la protection des femmes dans les espaces publics et au respect de leur dignité. Dans ce cadre, il a été décidé la création d'un groupe de travail chargé de réaliser un rapport sur les différents cas qui ont défrayé la chronique récemment, a-t-il fait savoir, appe-



lant les membres du conseil à présenter leurs suggestions à ce sujet. Et de souligner que le Maroc fait face à des défis majeurs qui requièrent la mobilisation de toutes les énergies, en vue de parachever le processus de réfor-

me et le renforcer via la finalisation du chantier législatif dans les délais prévus par la Constitution. Après avoir souligné que le Conseil aspire à ce qu'on lui confère des missions et des prérogatives relatives à ces mécanismes,

dans le cadre de la loi du CNDH qui sera prochainement adoptée, El Yazami a indiqué que les missions des institutions nationales des droits humains ne sont plus limitées à la simple protection et promotion des droits de l'homme, relevant que "les dynamiques accompagnant les mutations profondes que connaît le Maroc et l'ampleur des attentes des citoyens pour la consolidation de la démocratie, ont exigé de notre institution qu'elle réfléchisse à la mise en place d'une politique publique efficiente des droits de l'Homme".



Actualités

Approbation du Protocole facultatif à la CEDAW

7533/2



La Chambre des représentants a adopté, à l'unanimité des députés présents, mardi lors d'une session plénière, le projet de loi 125-12 portant approbation du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 6 octobre 1999 à New York.

La Chambre des représentants a, par ailleurs, adopté à l'unanimité le projet de loi 126-12 portant approbation du Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIRDCCP), adopté le 16 décembre 1966.

A ce propos, le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a salué l'adoption mardi par la Chambre des représentants de ces deux projets de loi.

«A ce stade avancé, le Conseil national des droits de l'Homme se félicite de ce pas décisif sur la voie du parachèvement du processus d'adhésion à ces deux instruments», indique un communiqué du Conseil.

L'adoption de l'adhésion à ces deux protocoles est, par conséquent, l'expression d'un engagement souverain et volontaire du Maroc, et constitue la mise en œuvre d'un engagement du Royaume pris par le Conseil des ministres le 9 septembre 2011, relève le Conseil qui ajoute que cet engagement a été réitéré dans la Note verbale datée du 6 mai 2013, adressée au Secrétaire général des Nations unies par la Mission permanente du Maroc auprès de l'Organisation des Nations unies.

Le CNDH affirme qu'en adhérant à ces deux protocoles, le Maroc reconnaît la compétence des deux Co-

mités de surveillance (CEDAW et Comité des droits de l'Homme) en ce qui concerne la réception et l'examen de communications présentées par des particuliers, ou groupes de particuliers ou au nom de particuliers ou groupes de particuliers qui affirment être victimes d'une violation d'un des droits énoncés dans la Convention CEDAW et le PIRDCCP.

Ces comités n'examinent aucune communication sans avoir vérifié que tous les recours internes ont été épuisés, à moins que la procédure de recours n'exécède des délais raisonnables ou qu'il soit improbable que le requérant obtienne réparation par ce moyen. Cet examen se déroule selon un protocole de procédures public. L'examen de toute plainte se fait en interaction permanente avec l'Etat et les plaignants.

La reconnaissance de la compétence des deux Comités en matière de la réception et d'examen des communications précitées est un prolongement normal de l'interaction du Maroc avec ces Comités, ajoute le communiqué qui précise que le Maroc est à son cinquième et sixième rapport périodique sur la mise en œuvre de la CEDAW et au sixième avec le Comité des droits de l'Homme, organe de surveillance du PIRDCCP. Et de rappeler que le CNDH avait adressé, le 27 mars 2014 et le 2 juin 2015 deux lettres au Président de la Chambre des représentants en vue d'accélérer le processus de l'adoption des projets de loi portant approbation des deux protocoles facultatifs.

Le CNDH tient de même à rappeler la nécessité de parachever dans les plus brefs délais, le système national de protection des droits des femmes, en adoptant la loi sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes ainsi que la loi de l'Autorité pour la parité et la lutte contre toutes les formes de discriminations.



Le CNDH salue l'adhésion aux protocoles facultatifs relatifs à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et aux droits civils et politiques



Droits de l'Homme

1.2 / 15682

Le Maroc s'achemine vers l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

La Chambre des représentants a adopté, mardi, à l'unanimité le projet de loi 125-12 portant approbation du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) ainsi que le projet de loi 126-12 portant approbation du Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIRDPCP).

Page 2



Ph. MAP



Droits de l'Homme

21/05/2012

Le Maroc s'achemine vers l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

La Chambre des représentants a adopté, mardi, à l'unanimité le projet de loi 125-12 portant approbation du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) ainsi que le projet de loi 126-12 portant approbation du Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIRDPC). Un grand pas vers l'adhésion à ces protocoles par le Royaume.

Un grand pas a été franchi sur la voie de l'adhésion du Royaume au Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Validé par la commission des affaires étrangères, la défense nationale, les affaires islamiques et les Marocains résidant à l'étranger à la première Chambre, au début de ce mois, le projet de loi 125-12 portant approbation dudit protocole a été adopté, mardi, à l'unanimité par les membres de la même Chambre. S'adressant aux députés à cette occasion, la ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Mbarka Bouaïda, a affirmé que ce protocole visait à permettre aux pays membres de reconnaître la compétence du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes à statuer au sujet des communications présentées par des particuliers ou des groupes de particuliers qui prétendent être victimes de violation d'un des droits énoncés dans la Convention (CEDAW).

Proclamé par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies le 6 octobre 1999, ce traité international met en place une commission d'enregistrement de plaintes et d'enquêtes concernant la discrimination à l'égard des femmes. Une fois signataires de ce protocole, les membres accordent à cette commission l'autorité et les moyens de traiter les plaintes et d'enquêter sur toutes les violations relatives à la convention. « Cette commission n'est autorisée à traiter que les affaires ayant épuisé toutes les formes de recours au niveau national. Elle peut toutefois nommer un ou plusieurs de ses membres pour enquêter sur certaines violations graves des principes de la convention », a rappelé la



Mbarka Bouaïda, la ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères et de la coopération. Ph. MAP

ministre devant les parlementaires. Par ailleurs, les députés présents ont adopté à l'unanimité le projet de loi 126-12 portant approbation du Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIRDPC). Ce protocole vise à permettre au Comité des droits de l'Homme mis en place dans le cadre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques de recevoir les communications émanant de personnes qui prétendent être victimes de violations des droits énoncés par ce pacte, toujours selon Mme Bouaïda.

De son côté, le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) s'est félicité de « ce pas décisif sur la voie du parachèvement du processus d'adhésion à ces deux instruments. » Dans un communiqué publié à cette occasion, le Conseil a souligné que l'adhésion à ces protocoles facultatifs constituait la mise en œuvre d'un engagement du Royaume pris par le Conseil des ministres le 9 septembre 2011. Cet engagement a été réitéré dans la note verbale datée du 6 mai 2013, adressée au secrétaire général des Nations unies par la Mission permanente du Maroc auprès de l'Organisation des Nations unies, lit-on dans le communiqué. Après le parachèvement du processus d'adhésion, le Maroc deviendra le 107^e État partie au Protocole CEDAW et le 116^e État partie au Protocole PIRDPC. Pour renforcer ce processus, le Conseil recommande le parachèvement dans les plus brefs délais du système national de protection des droits des femmes. ■

Ayoub Lahrache

Proclamé par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies le 6 octobre 1999, ce traité international met en place une commission d'enregistrement de plaintes et d'enquêtes concernant la discrimination à l'égard des femmes.

Troisième édition du Festival de l'art du Madih et du Samaâ: Laâyoune à l'heure du chant religieux

[Mohamed Laabid](#) Publié dans [Aujourd'hui le Maroc](#) le 08 - 07 - 2015

La troisième édition du Festival de l'art du Madih et du Samaâ s'est ouverte dimanche à [Laâyoune](#) avec la participation de grands noms de la musique spirituelle. Ce festival vise à préserver et à mettre en lumière le patrimoine musical national et à promouvoir ce genre de musique imprégné de spiritualité. Initiée par l'Alliance des musiciens hassanis pour le patrimoine et le développement social en collaboration avec la Commission régionale des droits de l'Homme de [Laâyoune](#)-Smara, cet événement vise à perpétuer et préserver l'art authentique du Madih et Samaâ en tant que composante principale du patrimoine culturel marocain.

Destiné à préserver et promouvoir ce genre artistique, ce festival de cinq jours prévoit une multitude de soirées artistiques à la place Almichouar, ainsi que des veillées religieuses animées par des troupes de renom.

Selon les organisateurs, à travers une programmation étoffée puisant dans l'authenticité du Madih et Samaa, cette troisième édition cherche à revaloriser cet art et l'enraciner dans l'esprit des générations montantes. Des troupes de plusieurs villes du Royaume, célèbres aussi bien les unes que les autres, se joindront à celles de la ville de [Laâyoune](#), chef-lieu des provinces du Sud, pour animer des veillées de Samaa et Madih dans nombre de zaouïas, connues pour leur rôle dans la diffusion et l'épanouissement du soufisme et du Samaâ.

Outre le volet artistique, cette édition prévoit des activités pédagogiques et des débats autour de l'art du Madih et du Samaâ, et une rencontre sur la vie du Prophète, avec la participation d'une pléiade de chercheurs. Ainsi qu'une session de formation qui profitera à un ensemble de jeunes et étudiants passionnés par l'art authentique du Madih et Samaâ qui fait partie intégrante du patrimoine religieux et culturel marocain.

La cérémonie d'ouverture de ce festival s'est déroulée en présence de Mohamed Yahdid Bouchaâb, wali de la région de [Laâyoune-Boujdour](#)-Sakia El Hamra. Cette soirée qui a drainé un large public, de visiteurs de jeunes et moins jeunes, férus de cet art sublime, a été marquée par la présentation des chants authentiques de la musique soufie et des poèmes à la gloire du Prophète.

Conçu pour perpétuer la pratique de l'art authentique du Madih et Samaâ, en tant que composante essentielle de l'identité culturelle marocaine, le festival est également une occasion pour mettre en lumière le rôle joué par le soufisme pour la défense de l'unité territoriale du Royaume.

<http://www.maghress.com/fr/aujourd'hui/119499>

La Chambre des représentants a adopté un texte qui introduit la possibilité pour des citoyens de porter plainte contre le Maroc en cas de discrimination faite à l'égard des femmes.

En 1996 le Maroc a adhéré à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Ce texte contraint les Etats signataires à abroger les lois discriminatoires et à garantir une certaine égalité dans les domaines de la santé, de l'emploi et de l'éducation. Le 7 juillet, la Chambre des représentants a adopté le protocole facultatif, subsidiaire à cette convention.

Lire aussi :Violences, analphabétisme, chômage: un rapport alarmant sur les Marocaines

Ce texte-ci permet à des particuliers, des groupes de particuliers ou même des ONG représentant ces particuliers de porter plainte contre le Maroc auprès du comité de surveillance de la convention en cas de non respect du texte. Dans l'absolu, le royaume pourrait ainsi être sanctionné pour certaines lois comme celle de l'héritage par exemple.

Pas de plainte anonyme

L'article 11 du protocole exige que l'Etat s'assure que les plaignants ne soient pas victimes de mauvais traitements ou d'intimidation. L'article 13 le contraint à informer ses citoyens à propos de la convention, du protocole facultatif et du fonctionnement du comité afin de faciliter l'enregistrement des plaintes. Les plaintes sont étudiées seulement si tous les recours nationaux ont été épuisés et bien sûr l'enquête n'est ouverte que si les plaignants apportent suffisamment d'informations documentées. Les plaintes anonymes et celles se référant à des événements précédant la signature du protocole facultatif ne sont pas recevables.

D'après le quotidien Aujourd'hui le Maroc, certains membres du PJD et d'autant plus du MUR étaient contre l'adoption de ce protocole. Le journal cite notamment le parlementaire Rachid Slimani pour qui « certaines dispositions dans le même protocole sont contraires aux composantes de la civilisation et la religion musulmanes des Marocains » et qui regrette que le texte porte atteinte à la souveraineté du royaume.

Les parlementaires pressés par le CNDH

Le Maroc a ratifié ce protocole depuis 1999 mais il a pris plus de vingt ans à être voté. Dans un communiqué dans lequel il se félicite de cette adoption qu'il qualifie de « pas décisif », le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) précise d'ailleurs qu'il a relancé le président de la Chambre des représentants en 2014 puis en 2015 pour accélérer le processus d'adoption.

Mais le CNDH rappelle aussi « la nécessité de parachever dans les plus brefs délais le système national de protection des droits des femmes en adoptant la loi sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes » et rappelle par la même occasion que la réforme du code pénal est justement une occasion de le faire.

http://telquel.ma/2015/07/08/les-marocaines-victimes-discrimination-peuvent-maintenant-porter-plainte-lonu_1455009

بلاغ الفرع الجهوي بفاس للجمعية المغربية لحقوق الإنسان حول المعتقلين السياسيين بفاس..

الأربعاء، يوليو 08، 2015

التخلف والصمت خدمة.. لكن لمن؟!..

لما يتحدث النظام عن الحرية فإنه يتحدث عن حرية الاستغلال والنهب لخيرات شعبنا وحرية تفكيره وتجويعه وتشريع قوانين تسمح لفعل ذلك وحرية نشر الوهم وفساد الوعي وتخريب كل ما هو مشرق وهادف.. لهذا ليس غريبا أن يفتح قرونا من السجون في حق كل المنتسبين للفكر المتنور والثوري وللحركات المناضلة والمناهضة للظلم والاستغلال وبمأ سجونهم بالمناضلين، فهذا طبعه وجوابه على نضالات وتضحيات أبناء شعبنا.. لكن الغريب والفضيع هو الصمت الرهيب والسيات العميق لمركز إطار حركة حقوقية، وتحديدًا المكتب المركز للجمعية المغربية لحقوق الإنسان بالمغرب، والتي تعد نتاج لتضحيات شرفاء هذا الوطن من أجل الدفاع بشجاعة عن الحرية وعن دعواتها وجنودها بالدرجة الأولى (المعتقلون السياسيون) واختيارها التخلف عن أداء الواجب في الوقت المطلوب. في حين تصدح أصوات بعض فروعها وجهاتها بالادانة والاستنكار لما يميحه النظام اللاوطني اللاديموقراطي اللاشعبي ضد ابناء شعبها نموذج بلاغ الفرع الجهوي بفاس للجمعية المغربية لحقوق الإنسان حول المعتقلين السياسيين بفاس.. ..

فاس في 07/07/2015

عدد: 015/019

بلاغ

المكتب الجهوي للجمعية المغربية لحقوق الإنسان جهة فاس يدين الأحكام الجائرة في حق الطلبة المعتقلين على خلفية أحداث 24/04/2014 بالمركب الجامعي ظهر المهرز، ويعتبرها محاكمة سياسية، تهدف إلى استئصال الفكر التنويري من الفضاء الجامعي بفاس

تابع المكتب الجهوي للجمعية المغربية لحقوق الإنسان جهة فاس بقلق شديد أطورمحاكمة الطلبة المعتقلين على خلفية أحداث يوم الخميس 24/04/2015 بالمركب الجامعي ظهر المهرز بفاس، والتي انتهت بأحكام قاسية بلغت 111 سنة سجنا (15 سنة سجنا نافذة في حق كل من محمد غلوظ، ياسين المسيح، عبد الوهاب الرمادي، عبد النبي شعول، بلقاسم بن عز، مصطفى شعول، هشام بولفت، وثلاث سنوات سجنا نافذا لكل من زكرياء منهيح، وأسامة الزنطار). وبعد استماعه لهيئة الدفاع التي نظمت ندوة في الموضوع، فإنه يعلن للرأي العام البلاغ التالي:

- تضامنه مع الطلبة المعتقلين على خلفية أحداث 24/04/2014، التي شهدتها الساحة الجامعية بظهر المهرز بفاس، و مساندة عائلاتهم في هذه المحنة، و معلنا التزامه المبدئي بمؤازرتهم.

- يعتبر محاكمة الطلبة المعتقلين على خلفية أحداث 24/04/2014 محاكمة غير عادلة لعدم احترام هيئة الحكم القضائية بغرفة الجنايات الابتدائية باستئنافية فاس و نيابتها العامة الشروط و الأركان الأساسية لضمان محاكمة عادلة (منع من لوج قاعة المحكمة عائلات المتابعين وعموم



المواطنات والمواطنين ، رفض ملتزمات دفاع الطلبة المتعلقة بالاطلاع على تقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان و على الملف الطي الكامل للضحية ، عدم الأخذ بشهادات شهود النفي و بالمقابل اخذ بشهود الإثبات بالرغم من تناقضها من متهم إلى آخر ، ...)

- إدانته الشديدة للأحكام الجائرة و المطبوخة الصادرة في حق الطلبة المعتقلين ، و يعتبرها محاكمة سياسية صرفة تُخدم أجندة سياسية ، و اجتثاث الفكر التنويري الممنوع بجامعة فاس.

- مطالبته بإعادة النظر في الأحكام الصادرة عند المرحلة الاستئنافية ، و العمل على توفير الشروط الأساسية لضمان محاكمة عادلة ، و إطلاق كافة المعتقلين السياسيين و في مقدمتهم الطلبة و مناضلي و مناضلات حركة 20 فبراير .

- يدعو الهيئات السياسية الديمقراطية و النقابية و الحقوية و الجموعية إلى التصدي لكل أشكال الهجوم الممنهج على الفكر التنويري و الحريات الأساسية و التنظيمات الحقوية و السياسية الديمقراطية و النقابية ، و الصحفيين و المفكرين عن المكتب الجهوي

http://lutte-radicale.blogspot.com/2015/07/blog-post_8.html